

Des casseroles aux assemblées de quartier

Amy Lincourt et Martin Fontaine

Numéro 761, décembre 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/68006ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lincourt, A. & Fontaine, M. (2012). Des casseroles aux assemblées de quartier. *Relations*, (761), 6-7.



entre dans cette catégorie, de même que l'interdiction de séjour faite aux victimes potentielles d'exploitation (projet de loi C-10).

Le volet poursuite et enquête mobilise quant à lui la majorité des ressources et du budget annuel, soit cinq des six millions de dollars. Encore une fois, il est question d'offrir des formations aux responsables de l'application des lois et de créer des équipes d'enquête. Il y est aussi question de collaborations entre les provinces dans le cadre d'enquêtes, de poursuites et de collectes de données.

La mise en place de collaborations entre les différents corps policiers et les instances judiciaires est la principale mesure associée à l'idée de partenariat. La société civile n'y occupe qu'un rôle consultatif. Le travail auprès des victimes de la traite effectué par plusieurs organisations est ainsi marginalisé, y compris celui des groupes de femmes autochtones. Elles représentent pourtant la majorité des victimes de la traite interne. De plus, les compressions dans le financement des groupes de femmes, notamment autochtones, fragilisent le travail de ces organismes qui sont souvent les plus aptes à agir directement sur les causes de la traite.

Le Plan d'action national de lutte contre la traite de personnes s'inscrit ainsi dans la vision des conservateurs en matière de lutte à la criminalité. Suivant celle-ci, l'action gouvernementale fait fi des causes fondamentales d'un phénomène synonyme d'exploitation. Il est aussi déplorable que ce plan ne mentionne pas l'importance de s'attaquer à la demande. Il aurait pu à cet égard s'inspirer du modèle scandinave qui s'attaque à l'achat d'actes sexuels dans une perspective de lutte contre la violence envers les femmes. Il aurait aussi pu viser les exploiters qui créent une demande de travailleurs et de travailleuses précaires, et prévoir l'adhésion du Canada aux conventions internationales qui reconnaissent des droits aux victimes de la traite. Le gouvernement semble négliger que cette lutte est avant tout un enjeu de droits humains. N'oublions pas de le lui rappeler. ●

Des casseroles aux assemblées de quartier

Fruits du printemps québécois, les Assemblées populaires et autonomes de quartier constituent une précieuse expérience de démocratie directe.

**AMY LINCOURT
ET MARTIN FONTAINE**

Au printemps 2012, l'un des plus gros mouvements de contestation sociale de l'histoire du Québec voit le jour. Il suscite une vague de répression policière sans précédent, doublée d'une répression étatique caractérisée par le refus du dialogue, la désinformation et la suppression de droits fondamentaux. En appui au mouvement étudiant et afin de défendre les libertés démocratiques, des milliers de gens sortent spontanément dans les rues pour «casseroler» leur indignation et se réapproprient l'espace public.

Au milieu de ce beau tintamarre, les gens dans les quartiers se redécouvrent et de se sourire. Plusieurs développent l'envie de prolonger ce regard, de se parler, de s'organiser, de lutter ensemble. Ainsi naissent, vers la fin du printemps, les Assemblées populaires et autonomes de quartier (APAQ) qui essaient depuis dans plusieurs quartiers de Montréal, ainsi que dans d'autres villes québécoises.

Cette réponse spontanée aux événements d'alors se poursuit et nous semble bien la meilleure possible: à l'individualisme généralisé, elle oppose la solidarité; au désengagement politique, une participation active et directe à la vie collective. Les gens se remettent à s'intéresser à la vie politique, à leur quartier, et prennent le temps de s'y investir. La longue dis-

cussion amorcée au printemps, dans l'urgence d'une solidarité avec la cause étudiante, continue ainsi et s'inscrit de plus en plus dans une idée de solidarité populaire.

Bien que les APAQ se ressemblent, chacune est unique parce qu'elle est façonnée par les individus qui la composent. De ce fait, elles sont multiples, changeantes et riches. Des personnes différentes (âge, sexe, situation familiale, condition sociale, culture, idées, etc.) s'y regroupent pour discuter respectueusement dans un espace non partisan et égalitaire – non sexiste, non raciste, non âgiste.

Dans le quartier Rosemont-La Petite-Patrie, par exemple, les rencontres ont lieu aux deux semaines depuis la fin mai. Elles servent à discuter des enjeux locaux et nationaux, ainsi que des actions que les participants et participantes veulent entreprendre pour y répondre; divers comités se forment selon les besoins. L'assemblée a lancé des projets d'éducation populaire et des ateliers de réflexion, et souhaite notamment contribuer au débat sur la gentrification et le logement, la désolidarisation encouragée par le système capitaliste, l'exclusion et les inégalités. Chacun est libre de s'investir dans les projets qui l'intéressent et de penser à sa guise: l'APAQ ne prend jamais position au nom de ceux et celles qui la composent. Ainsi, personne ne peut parler au nom des autres ou représenter l'APAQ puisque ce serait s'approprié la parole d'autrui. Dans cette même logique, chaque personne qui

Les auteurs sont membres de l'APAQ de Rosemont-La Petite-Patrie (<apaqrpp.wordpress.com>) et s'expriment ici à titre personnel



crée des liens entre l'APAQ et d'autres groupes le fait à titre personnel.

De nombreuses initiatives se sont développées au gré de l'actualité et des besoins exprimés lors des assemblées : manifestations et «casserolades», activités de sensibilisation, pique-niques, occupations d'espaces publics, ateliers d'éducation populaire, rencontres entre les APAQ de différents quartiers, réseautage avec des organismes déjà en place, aide aux étudiantes et étudiants privés d'aide financière en septembre, etc.

Beaucoup a été fait, mais beaucoup reste aussi à faire. L'annulation de la hausse des frais de scolarité est certes importante, mais ne résout en rien la

question plus large des dérives du système politique et économique actuel, visiblement plus pressé de répondre aux besoins des affairistes qu'à ceux du peuple, avec tout ce que cela entraîne d'inégalités sociales et de violences (policière et autres).

La réflexion menée au sein des Assemblées populaires autonomes de quartier sur les enjeux de société nous paraît donc essentielle. L'information relayée par les grands médias est trop souvent consensuelle et c'est pourquoi il faut préserver tous les espaces de réflexion critique et de débat. Les APAQ en créent de nouveaux, offrant des lieux de solidarité à la population,

des sortes d'îlots de gratuité. En poursuivant leur précieuse expérience de démocratie directe, elles montrent qu'une autre voie est possible, et ce, de la façon la plus évidente et la plus lumineuse : en incarnant cette voie. Malgré le manque de temps et un système qui tend à les diviser, les gens qui s'y engagent continuent à œuvrer ensemble dans le sens d'un changement radical visant une réappropriation par le peuple du pouvoir politique et économique. ●

Photos :
APAQ Mile-End et
APAQ Villeray

La révolution bolivarienne se poursuit

Le bilan concret du chavisme, sans être irréprochable, explique en bonne partie la réélection d'Hugo Chávez.

CÉDRIC LETERME

Hugo Chávez et sa «révolution bolivarienne» ont remporté une nouvelle victoire électorale le 7 octobre dernier. La huitième en 14 ans de pouvoir. *El commandante* s'est même payé le luxe d'obtenir plus de voix que lors du dernier scrutin

présidentiel de 2006, où il avait pourtant récolté 62% des suffrages (contre 54% cette fois-ci). Plus de 80% des Vénézuéliens se sont ainsi rendus aux urnes – un taux de participation historique, qui témoigne de la vitalité du processus démocratique au Venezuela.

Pourtant, à lire le portrait qu'en dressent les principaux médias occi-

dentaux, le Venezuela chaviste sombre depuis plus d'une décennie dans l'arbitraire, le populisme et la violence. Mais alors, comment expliquer un tel engouement? Peut-être en commençant par rétablir quelques vérités.

Tout d'abord, contre les accusations récurrentes de dérive dictatoriale, il est bon de rappeler que les scrutins électoraux font l'objet d'une étroite surveillance internationale au Venezuela et qu'ils sont systématiquement loués pour leur transparence et leur équité. Par ailleurs, dans un pays où 70% des médias sont aux mains d'entreprises

L'auteur est journaliste et politologue